



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 19 Avril 2021

Vendredi 23 avril, tous à l'air libre avec les travailleurs du spectacle, contre la réforme de l'assurance chômage, les licenciements, la précarisation du travail !

Le mouvement des travailleurs de la culture s'étend et s'organise, des dizaines de lieux occupés se coordonnent, dans une vingtaine de villes. Ils appellent tous les secteurs à se mobiliser et à manifester le vendredi 23 avril prochain : « Pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre la précarité, pour notre système de santé... » Soutenus par la CGT du Spectacle et SUD Culture, ils ont été rejoints par les confédérations CGT et SUD, des organisations enseignantes, étudiantes et lycéennes.

Les travailleurs de la culture en appellent à tous les autres !

« Une réouverture [des lieux culturels] sans droits sociaux, ça ne sert à rien » explique une occupante du théâtre de l'Odéon. Leur objectif premier est bien de combattre la réforme de l'assurance chômage, dont les intermittents font partie des premières victimes, et d'en appeler à d'autres : à ceux qui se battent contre les fermetures de sites, les licenciements et suppressions de postes, contre les surcharges induites, bref contre les vraies raisons du chômage. À tous ceux n'ayant que des contrats précaires, dans le privé comme dans le public. À Clermont-Ferrand, par exemple, les occupants du théâtre ont reçu des infirmières et aides-soignantes de la CGT-Santé ; à Paris des occupants de l'Odéon étaient à la coordination à l'initiative des TUI (la multinationale du voyage et du tourisme), en lutte contre les suppressions d'emplois.

Contre cette réforme assassine de l'assurance chômage

Car cette réforme de l'assurance chômage nous vise tous, chômeurs ou pas. À partir du 1^{er} juillet, le gouvernement veut baisser les allocations tout en les répartissant sur plus de mois. Selon un rapport de l'Unédic, 840 000 personnes connaîtraient ainsi une baisse d'indemnisation de 20 % en moyenne, et jusqu'à 40 % pour certains. Les conditions d'indemnisation sur une période de 24 mois passent de 4 mois de travail à 6 mois. Les demandeurs d'emploi alternant contrats courts et inactivité seront les premiers pénalisés.

Avec un tel gouvernement et les patrons qu'il représente, nous sommes tous des chômeurs ou des travailleurs précarisés en puissance.

Pas de souci pour les milliardaires

Le nombre des milliardaires en France passe de 39 à 42 et leur fortune a presque doublé cette année (malgré la crise !) pour monter à plus de 500 milliards d'euros. Entre-temps, le gouvernement multiplie les

aides au très gros patronat à coups de « plan de relance », comme ils disent : « Quoi qu'il en coûte ». Le Maire remet encore 100 milliards sur la table. Tout cela pour « restructurer » dans les entreprises, rentabiliser, ce qui implique prendre sur les services publics, réduire les postes de soignants en pleine pandémie et en supprimer chez les enseignants...

En 2020, plus de 360 000 emplois salariés ont déjà été détruits, rien que dans le privé. Des centaines de milliers d'autres sont menacés, y compris dans le public. Et les groupes qui licencient sont ceux qui ont été les plus aidés : Sanofi, Air France, Renault, PSA et tant d'autres. Pendant que la charge de travail devient intenable, le nombre de chômeurs augmente.

Ce vendredi 23 avril, les intermittents ne seront pas seuls

Pourtant, des salariés des entreprises menacées se mobilisent, se montrent çà et là. Derrière ceux de Renault ou de PSA, on voit désormais des salariés des fonderies et d'autres sous-traitants de l'automobile. Alors que ceux de TUI tentent de se coordonner avec d'autres et se montrent aux côtés des centres techniques de Renault, les livreurs s'organisent contre les plateformes. Le 23 avril, plus il y aura de secteurs représentés partout où c'est possible, plus ce sera une étape vers un déconfinement du « Tous ensemble », qui fera reculer patronat et gouvernement.

**Manifestation à Paris, vendredi
23 avril, 14 heures, Place
d'Italie**

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com

 **Convergences révolutionnaires**



Rends l'argent PSA

Vendredi dernier, Stellantis (PSA + Fiat-Chrysler) a distribué 1 milliard d'euros à ses actionnaires. Avec 2,5 millions de véhicules vendus et un bénéfice net de 2,17 milliards d'euros, Tavares n'exagère pas quand il dit que PSA a gardé une « forte rentabilité » en 2020. En théorie, 1 % seulement de ces dividendes, ce serait 2 000 € pour 5 000 salariés.

Quand certains se coltinent les cadences et les samedis en série, d'autres sèchent leurs grosses larmes de crocodile tirées par la méchante crise avec des billets verts.

Et tout ça sans Playstation

L'usine de PSA Rennes est à l'arrêt pour la semaine depuis ce lundi avec la pénurie de semi-conducteurs. Pourtant, PSA continue d'augmenter les cadences. En gros pour la direction ce n'est pas rentable de répartir le travail : soit tu travailles comme une machine, soit tu restes chez toi... Le temps qu'on puisse te faire récupérer le samedi à la bonne cadence.

Le 17 janvier, à Renault Douai et PSA Poissy les salariés avaient débrayé contre la surcharge de travail. Car la santé, elle, ne se récupère pas...

PSA Douvrin : 1 000 postes encore menacés

La direction groupe PSA a confirmé que le EB GEN III – la nouvelle génération du moteur essence 3 cylindres – serait produit sur le site de Douvrin.

L'avenir du site et des 1500 salariés qui y travaillent était menacé suite à l'annonce de l'envoi du EP GEN III – le 4 cylindres turbo hybride – en Hongrie. Les salariés et leurs soutiens ont donc réagi en se retrouvant samedi 10 avril à près de 800 pour défilé contre les suppressions d'emploi. Tavares espérait jouer la montre jusqu'en juin mais a dû anticiper ses annonces. Ne nous y trompons pas, la direction cherche surtout à calmer le jeu et à vider le site sans le fermer.

Encore 1 000 emplois restent menacés. Pour les défendre la CGT prévoit un rassemblement le 6 mai devant l'usine. Soyons nombreux à aller les soutenir !

MBF : Mise en Branle des Fonderies ?

Depuis 6 mois, l'entreprise MBF aluminium de Saint-Claude dans le Haut-Jura est en redressement judiciaire. De quoi mettre en danger les 280 emplois que compte le site.

L'entreprise est sous-traitante à 75 % de PSA et 20 % de Renault. Les travailleurs sont donc bien conscients que leur avenir dépend de ces deux donneurs d'ordre... Ils cherchent alors à se coordonner avec leurs salariés : le 6 avril ils étaient 150 devant l'usine de Sochaux et le 8, 80 devant le siège Renault.

Leur situation n'est pas isolée : les fonderies de Bretagne sont également menacées de fermeture. En tout la filière fonderie avait estimé en janvier que ce serait près de 5 000 emplois qui risqueraient de disparaître en 10 ans en France, soit 40% du total.

La lutte de ceux de MBF pourraient alors bien devenir emblématique de tout le secteur et poser des jalons

pour lutter tous ensemble, ceux de PSA, de Renault et de tous leurs sous-traitants.

Mobilisation dans l'ingénierie Renault

La colère ne s'éteint pas dans l'ingénierie et le tertiaire de Renault. Jeudi 8 avril, ce sont plus de 300 salariés et soutiens qui se sont rassemblés devant le siège social de Renault à Boulogne. Parmi eux 80 salariés de MBF, les fonderies du Jura sous-traitants de PSA et Renault eux aussi menacés. Les 18 et 30 mars plusieurs centaines de salariés avaient déjà débrayé sur les sites de Lardy, d'Aubevoye et de Guyancourt pour protester contre l'externalisation de la maintenance des moyens d'essais.

Le Borgne, patron de l'ingénierie Renault et ex de PSA, voudrait vendre les salariés comme du bétail, il a annoncé aux syndicats qu'il était là « pour réduire les coûts » et qu'il ne s'interdirait rien. Pour l'instant les patrons ne veulent rien céder, mais les salariés non plus. Le combat continue dans l'ingénierie et pourrait converger avec celui des sous-traitants, tandis que dans les usines, les menaces de suppressions de postes s'accroissent.

Les patrons ont le télétravail... et les travailleurs la télé-grève

L'entreprise IBM France a décidé, en décembre dernier, de « sauver l'emploi » à coups de suppression d'un quart des effectifs (soit 1 251 salariés) et du transfert d'un autre quart.

Pour ne pas se laisser faire, une petite centaine de salariés se sont mis en grève le 16 avril et ont « télé-ennahi » un CSE. Même confinés à la maison, pas de raison de se laisser faire face aux avalanches de licenciements !

Violences sexuelles : mais que fait la police ?

En 2019, le ministère de l'Intérieur claironnait : « 90 % des femmes qui portent plainte pour violences sexuelles s'estiment bien reçues par les forces de l'ordre. » Ah bon ? Pris d'un léger doute, le collectif féministe #NousToutes a lancé un vaste appel à témoignage. Deux ans après, 3 500 réponses venues de toute la France ont été collectées. Les deux tiers font état de propos des policiers banalisant les violences, décourageant le dépôt de plainte, culpabilisant la victime, voire se solidarisant avec l'agresseur. Tous les flics ne sont peut-être pas racistes, mais beaucoup sont sexistes.

Retrouvez les bulletins L'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

